

Résumé

Nom de l'entreprise exploitante :

Montant du loyer annuel HT et HC :

Surfaces louées :

Effectif en CDI ETP (à la date du dépôt de la demande) :

Personne en charge du dossier dans l'entreprise :

Nom :

Prénom :

Fonction :

Tel :

Portable :

@ :

Pièces à joindre au dossier de demande d'aide

1) Courrier de demande de subvention à l'attention du Président de la Métropole Rouen Normandie au titre du dispositif Dynamique Location Commerce.

2) Formulaire de demande de subvention Dynamique Location Commerce.

3) Les documents administratifs relatifs à l'entreprise :

- Extrait K, K.bis, D1 ou une attestation d'affiliation de l'URSSAF (moins de 3 mois).
- Attestations justifiant la situation régulière de l'entreprise au regard de ses obligations fiscales et sociales (moins de 2 mois).
- RIB.

4) Le document suivant relatif au projet locatif :

- La promesse de bail et copie du bail signé le moment venu.
- Une copie des autorisations obtenues en lien avec le projet d'implantation (ou un récépissé de dépôt des autorisations).

Fiche Entreprise

Raison sociale :

Statut juridique : _____

SARL, SA, SCI, prestataires privés, autres...

N° SIRET : | | | | | | | | | | | | | | | | (obligatoire)

Attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises

Code NAF : |_|_|_|_|_| **Intitulé :** _____

Date de création ou de reprise : / /

Nom et Prénom du représentant légal :

Qualité du représentant légal :

 : | | | | | | | | | | | |

Adresse mail du représentant légal : _____

Adresse postale : _____

Code postal : |_|_|_|_|_|

Commune :

☐ **Siège social**

☐ Établissement

Adresse du siège social si différent de l'établissement :

Effectif à la date du dépôt de dossier :

CDI :

CDD : _____

Intérimaire :

Site internet : _____

Capital social : _____

Chiffre d'affaires (année):

Résultat net :

Total bilan :

Total fonds propres : _____

Aides publiques sollicitées pour le même projet :

Type d'aide (Subvention, avance...)	Date d'octroi	Origine (Etat, collectivité...)	Dépense(s) concernée(s)	Montant en €

Historique de l'entreprise et présentation de l'activité qui sera exercée dans le local

Historique, description produits, services, outils productifs...

Présentation du local d'activité

Description, localisation, surfaces, situation juridique (propriétaire/locataire)

Fiche d'engagement :

Ce document doit être signé du représentant légal

Dans le cadre de la demande d'aide auprès de la Métropole Rouen Normandie,

Je soussigné (e)

Agissant pour le compte de l'entreprise

En tant que représentant légal

certifie sur l'honneur :

- ☐ Exactes les renseignements figurant dans le dossier,
- ☐ Exactes les informations relatives à l'entreprise,
- ☐ Que l'entreprise est à jour au regard de ses obligations fiscales, sociales et environnementales,
- ☐ Que l'entreprise n'est pas en redressement judiciaire, sauf à disposer d'un plan de continuation adapté.
- ☐ Avoir reçu le pouvoir ou la délibération de signer tout document relatif à la demande d'aide publique.

Fait le : A :

NOM - Qualité :

Signature et cachet de l'entreprise

Déclaration d'aide de *minimis* par l'entreprise :

Cette annexe doit être signée du représentant légal (uniquement pour les aides placées sous le régime de minimis)

Objet : Déclaration des aides placées sous le règlement *de minimis*¹

n° 2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023

Je soussigné (NOM, Prénom et qualité) :

représentant de _____, **entreprise unique**² au sens de la définition figurant à l'article 2.2 du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis*, déclare (case à cocher) :

☐ n'avoir reçu aucune aide *de minimis*³ durant les trois derniers exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration,

☐ avoir reçu, ou demandé mais pas encore reçu, les aides *de minimis*³ listées⁴ dans le tableau ci-après, durant les trois derniers exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration.

Date d'attribution ou date de demande de l'aide (si non encore perçue)	NOM et n° de SIREN de l'entreprise ²	Forme de l'aide (subvention, bonification d'intérêts, prêt, apport en capital, garantie, ...)	Type d'aide <i>de minimis</i> (régime général, agricole, pêche, SIEG, ...)	Organisme attributaire	Montant de l'aide ⁵
TOTAL					

L'entreprise est entendue au sens du règlement communautaire de minimis sus visé, la notion de groupe est donc à prendre en compte pour reporter l'ensemble des aides de minimis perçues en France pour toutes les entités du groupe.

Pour remplir ce tableau, il est inutile d'entreprendre des démarches complexes : les aides de minimis vous ont forcément été notifiées explicitement par écrit lorsque vous avez bénéficié de ce type d'aide.

L'entreprise sollicitant l'aide a-t-elle réalisé, au cours des trois derniers exercices fiscaux, dont celui en cours :

☐ une fusion ou une acquisition d'une autre entreprise ?

☐ une scission en deux ou plusieurs entreprises distinctes ?

Fait le : A :

NOM - Qualité :

Signature et cachet de l'entreprise

- ¹ Cette aide publique est octroyée au titre du règlement (UE) n° 2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) aux **aides de minimis**,
- ² Le numéro SIREN est le seul sous lequel les aides *de minimis* peuvent être comptabilisées dans la limite du plafond de 300 000 €. Il n'est pas possible de disposer d'autant de plafonds de 300 000 € qu'il y a d'établissements donc de numéro SIRET au sein d'une même entreprise. Par ailleurs, si votre entreprise relève de la définition « d'entreprise unique » (cf. ci-dessous), vous disposez d'un seul plafond d'aide *de minimis* de 300 000 € commun à l'ensemble des entreprises assimilées à une seule et même « entreprise unique ». Si votre entreprise relève de ce cas, il faut absolument vérifier que votre déclaration comptabilise bien l'ensemble des aides *de minimis* versées à toutes les entreprises composant l'entreprise unique. La présente déclaration prévoit donc que pour chaque aide *de minimis* perçue soit indiqué le numéro SIREN de l'entreprise qui l'a reçue au sein de l'entreprise unique. Définition d'une « entreprise unique » : une entreprise unique se compose de toutes les entreprises qui entretiennent entre elles au moins l'un des quatre liens suivants :
- ▶ une entreprise a la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une autre entreprise ou
 - ▶ une entreprise a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une autre entreprise, ou
 - ▶ une entreprise a le droit d'exercer une influence dominante sur une autre entreprise en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci, ou
 - ▶ une entreprise actionnaire ou associée d'une autre entreprise contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.
- ³ Les aides *de minimis* constituent une catégorie particulière d'aides publiques pour les entreprises. Les pouvoirs publics qui allouent des aides *de minimis* ont l'obligation d'informer les entreprises bénéficiaires, du caractère *de minimis* des aides attribuées. Le montant maximum d'aide *de minimis* est de 300 000€ par entreprise sur 3 exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration.
- ⁴ Si vous avez reçu une aide *de minimis*, cette aide a dû vous être notifiée par courrier par l'autorité publique attributaire (Etat, collectivités locales, établissements publics, agences...). Vous ne devez donc pas comptabiliser dans ce montant les aides qui ne sont pas allouées au titre du règlement *de minimis*.
- ⁵ Dans le cas de prêts, garanties ou avances remboursables, indiquer l'équivalent-subvention brut (ESB) qui vous a été communiqué lors de l'attribution de l'aide.